

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article884>

Lutte antiterroriste : France et Angleterre renforcent leur relation

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : mardi 11 octobre 2005

Spyworld Actu

Le gouvernement britannique a proposé d'interdire quinze organisations internationales et de les placer sous le coup de la législation antiterroriste. En font partie des groupes islamistes ayant commandité et effectué des attentats meurtriers contre les troupes de la coalition en Irak, tels Ansar Al-Islam et Ansar Al-Sunnah.

Le ministre de l'intérieur britannique, Charles Clarke, a déclaré que son pays ne tolérerait pas "le terrorisme ici ou n'importe où dans le monde." "Les attaques du 7 et du 21 juillet ont servi de durs rappels sur la nécessité de maintenir une approche rigoureuse dans la manière de traiter avec les terroristes et leurs supporters."

Quelque 25 organisations internationales et 14 groupes d'Irlande du Nord sont d'ores et déjà interdits en Grande Bretagne, au nom du Terrorism Act de 2000. Parmi ces organisations, figurent Al-Qaida, le Hamas et l'IRA. Ajouter un groupe à cette liste nécessite l'accord des deux chambres du Parlement. Une fois un groupe inscrit, ses membres risquent une peine de dix ans de prison.

RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES

Toujours sur le thème de la lutte antiterroriste, Charles Clarke a rencontré lundi son homologue français, Nicolas Sarkozy, et déclaré que leurs deux pays étaient "en train de renforcer leurs relations bilatérales, qui sont déjà très bonnes". "En matière de lutte antiterroriste, nous allons échanger des notes très détaillées sur la nature précise de nos législations, afin d'être sûrs que nos deux pays aient des approches similaires", a-t-il précisé, en citant la législation concernant la vidéosurveillance, l'identification des personnes, les télécommunications.

"Cela s'appelle 'le retour sur expérience' : ce que les Anglais ont mis en oeuvre et qui a bien marché, je souhaite qu'on puisse le retenir pour être aussi efficace et éviter des drames", a renchéri M. Sarkozy, citant en exemple l'importante vidéosurveillance britannique. "La rapidité avec laquelle les Anglais ont retrouvé les coupables [des attentats de juillet à Londres] a été pour nous un sujet d'inspiration extrêmement important", a-t-il dit. "Nous comprenons les difficultés" qui en résultent pour "l'équilibre entre les libertés individuelles et la sécurité nationale. Mais Nicolas Sarkozy et moi pensons tous deux que les questions de sécurité nationales sont prioritaires", a encore déclaré Charles Clarke.

Interrogé par la presse sur le cas de Rachid Ramda, impliqué dans les attentats en France en 1995, emprisonné en Grande-Bretagne, et dont l'extradition est demandée par Paris depuis dix ans, le ministre britannique a répondu qu'il ne pouvait "faire aucun commentaire", la cour d'appel de Londres devant examiner cette affaire cette semaine. "Les gouvernements britannique et français coopèrent autant que possible pour obtenir des résultats satisfaisants" sur ce cas, a-t-il précisé. Les autorités britanniques "espèrent que la cour d'appel rendra un avis favorable" à la demande d'extradition, a affirmé de son côté M. Sarkozy.

Les deux ministres sont également convenus de continuer à coopérer dans le domaine de l'immigration et de la lutte contre le trafic de stupéfiants.